

Répondre à un appel d'offres dans le BTP

La méthode en 5 étapes pour remettre une offre solide — sans y passer tes soirées. Édition 2026 : cadre réglementaire vérifié et contrôle des sorties IA.

5 ÉTAPES

4 PROMPTS IA

12 PAGES

DANS CE GUIDE

- ▶ Décoder un DCE sans y passer une journée : les 8 infos à extraire en premier
- ▶ Décider si un AO vaut le coup — avant d'engager 3 jours de travail
- ▶ Chiffrer sans rien oublier : les pièges de la DPGF et les 5 clauses du CCAP
- ▶ Rédiger un mémoire technique qui marque des points
- ▶ **Nouveau 2026** : le cadre réglementaire à jour (seuils, avance, retenue, pénalités) et les 6 contrôles à faire sur tout ce que l'IA produit

Laure Olivié

Formatrice IA × BTP · OFC Création d'Entreprise · laureolivie.fr

Données réglementaires vérifiées au 29 juillet 2026 — sources citées en dernière page.

LE CONTEXTE

Pourquoi ce guide

Dix ans de conduite de travaux, puis la formation IA de plus de 1 500 professionnels du BTP : je vois toujours le même scénario. Un règlement de consultation lu en diagonale, un CCTP de 120 pages parcouru le soir, une DPGF remplie le week-end, et un mémoire technique rédigé en dernier — vite, en recyclant celui du marché précédent.

**2 à 3
jours**

de travail par
dossier AO

50 à 60 %

poids fréquent de la
valeur technique
dans la note

1 sur 4 à 5

ordre de grandeur
du taux de réussite
constaté

Ces trois chiffres sont des ordres de grandeur constatés sur le terrain, pas des statistiques nationales. La pondération réelle, elle, est écrite noir sur blanc dans chaque règlement de consultation : c'est la seule qui compte pour ton dossier. Mesure tes propres chiffres sur 12 mois — temps passé par dossier et taux de réussite : c'est le vrai point de départ.

Ce guide est fait pour toi si tu diriges une entreprise du BTP, si tu es chargé d'affaires ou conducteur de travaux, et que tu réponds aux AO en plus de ton vrai métier. Il donne la méthode complète en 5 étapes, les points de contrôle qui font la différence, 4 prompts prêts à copier — et le cadre réglementaire 2026 à connaître avant de chiffrer.

UNE PROMESSE HONNÊTE

Ce guide ne te fera pas gagner tous tes AO. Personne ne peut le promettre. Il fait deux choses : t'éviter de répondre aux dossiers perdus d'avance, et rendre tes offres nettement plus solides sur celles qui valent le coup. C'est déjà énorme.

CE QUI CHANGE DANS L'ÉDITION 2026

- ▶ Une page dédiée au **cadre réglementaire 2026** : seuils, avance, retenue de garantie, pénalités — avec les textes de référence.
- ▶ Une page « **contrôler ce que l'IA produit** » : 6 vérifications non négociables avant de remettre une offre construite avec de l'IA.
- ▶ Des prompts durcis : obligation de citer l'article source, interdiction d'inventer, mention explicite « NON TROUVÉ ».
- ▶ Une **check-list détachable** J-2 / J-1 à imprimer et cocher.

La méthode en un coup d'œil

Cinq étapes, du dossier reçu à l'offre remise. Chacune détaillée dans les pages qui suivent, avec ses points de contrôle et son prompt.

1**Décoder le DCE**

Les 8 informations à extraire en premier — pondération, clauses, postes oubliés — en 20 minutes au lieu d'une journée.

2**Décider Go ou No Go**

Une grille de 8 critères et un réflexe rentabilité pour n'engager 3 jours de travail que sur les dossiers gagnables.

3**Chiffrer juste**

Trois contrôles pour ne rien oublier : DPGF contre CCTP, sujétions cachées, et les 5 clauses du CCAP qui rongent la marge.

4**Rédiger le mémoire technique**

C'est souvent là que se joue la moitié de la note : un plan calé sur la grille de l'acheteur, spécifique au chantier, prouvé par des faits.

5**Contrôler et remettre**

La revue finale à J-2 avec l'œil de l'évaluateur, puis dépôt à J-1 — jamais la dernière heure.

ET LE GARDE-FOU, PAGE 10

L'IA divise le temps de lecture d'un DCE, pas la responsabilité de l'offre. Tout ce qu'elle produit passe par les 6 contrôles de la page 10 avant d'entrer dans ton dossier : une quantité, un numéro d'article ou une référence chantier inventés se paient au moment de l'exécution — ou pire, à l'analyse des offres.

Ce qu'il faut savoir avant de chiffrer

Deux décrets du 29 décembre 2025 et les nouveaux seuils européens ont modifié le terrain de jeu au 1^{er} janvier 2026. Ces chiffres ne sont pas de la culture générale : ils décident si tu es éligible, ce que tu encaisses au démarrage et ce qui reste bloqué à la fin.

Sujet	Règle applicable en 2026
Procédure formalisée — travaux	5 404 000 € HT pour 2026-2027 (contre 5 538 000 € en 2024-2025). Au-delà : appel d'offres, publicité européenne, délais encadrés.
Marchés de travaux sans publicité	Dispense de publicité et de mise en concurrence sous 100 000 € HT, désormais pérennisée (décret n° 2025-1386 du 29/12/2025, art. R. 2122-8 CCP). Elle vise aussi les lots de travaux < 100 000 € HT dans la limite de 20 % du montant total.
Fournitures et services	Seuil de dispense relevé de 40 000 à 60 000 € HT depuis le 1 ^{er} avril 2026 (même décret).
Accès au DCE	Dossier de consultation mis à disposition gratuitement dès 60 000 € HT lorsque la procédure fait l'objet d'un avis d'appel à la concurrence (art. R. 2132-2 modifié).
Chiffre d'affaires exigible	Le CA minimal qu'un acheteur peut exiger est plafonné à 1,5 fois le montant du marché, contre 2 fois auparavant (décret n° 2025-1383 du 29/12/2025). Bonne nouvelle pour les PME : moins de dossiers fermés d'entrée.
Avance	Taux fixé entre 5 et 30 % du montant TTC. Taux minimal porté à 30 % pour les marchés de l'État conclus avec une PME , 10 % pour certains acheteurs locaux et EPA. Remboursement par précompte à partir de 65 % d'exécution pour une avance ≤ 30 %.
Retenue de garantie	5 % maximum du montant initial du marché (3 % pour l'État avec une PME). Remboursée dans les 30 jours suivant l'expiration du délai de garantie — ou 30 jours après la levée des réserves si elles subsistent (art. R. 2191-32 à R. 2191-35 CCP). En pratique : trésorerie immobilisée environ 13 mois après la réception.
Pénalités de retard (CCAG Travaux 2021)	1/3 000 du montant HT par jour de retard, plafonnées à 10 % du montant total HT, exonération si le total reste sous 1 000 €, et procédure contradictoire : 15 jours pour présenter ses observations avant application (art. 19). Sauf dérogation inscrite au CCAP.

LE RÉFLEXE À PRENDRE

Ces règles sont des **plafonds et des minima légaux** — le CCAP peut y déroger, et il le fait souvent. Va directement lire **la liste des dérogations au CCAG**, en fin de CCAP : c'est là que le plafond de 10 %, l'exonération de 1 000 € ou le délai contradictoire de 15 jours peuvent avoir disparu. Une pénalité déplafonnée dans un CCAP, c'est un risque de perte illimité sur un marché de ta taille.

Sources : DAJ Bercy / economie.gouv.fr (seuils européens 2026-2027 et mesures de simplification), Légifrance (décrets n° 2025-1383 et n° 2025-1386 du 29 décembre 2025, arrêté du 30 mars 2021 approuvant le CCAG Travaux, art. R. 2122-8, R. 2132-2, R. 2191-32 à R. 2191-35 du code de la commande publique), FNTP et FFB. Vérifié au 29 juillet 2026 — ces montants sont révisés régulièrement, revérifiez-les à chaque exercice.

Décoder le DCE — les 8 infos à extraire

Un DCE, c'est quatre documents qui ne disent pas la même chose : le RC (les règles du jeu), le CCAP (le contrat et ses pièges), le CCTP (la technique) et la DPGF (le prix). Avant de lire quoi que ce soit en détail, extrais ces 8 informations — dans cet ordre :

- 1 **La pondération des critères** — valeur technique contre prix — c'est l'info n°1 : un mémoire noté 60 % ne se prépare pas comme un mémoire noté 30 %.
- 2 **La date limite et la visite de site** — obligatoire ou non, et la date limite pour poser tes questions. Une visite obligatoire manquée = offre irrégulière.
- 3 **Les pièces exigées à la remise** — une pièce manquante = offre rejetée, sans lecture.
- 4 **Les qualifications et références exigées** — repère ce qui est ÉLIMINATOIRE avant d'aller plus loin (et vérifie la validité de tes certificats).
- 5 **Les pénalités du CCAP** — montant par jour, plafond, pénalités spécifiques — et si le délai contradictoire du CCAG a été supprimé.
- 6 **La retenue de garantie et les délais de paiement** — 5 % maximum, bloqués jusqu'à 30 jours après le délai de garantie : c'est ta trésorerie sur plus d'un an.
- 7 **La révision des prix** — prix ferme ou révisable, index retenu, date de valeur. Un prix ferme sur 18 mois est un pari sur le coût des matériaux.
- 8 **Les postes du CCTP absents de la DPGF** — ce qui est prescrit mais pas chiffré sera exécuté à tes frais.

● ● ● PROMPT 1 — ANALYSE DE DCE

Tu es l'analyste appels d'offres d'une entreprise de BTP [métier]. Analyse les pièces jointes (RC, CCAP, CCTP, DPGF) et produis une fiche de synthèse avec ces 8 informations : pondération exacte des critères, calendrier et visite, pièces exigées, qualifications éliminatoires, pénalités, retenue de garantie et délais de paiement, révision des prix, postes du CCTP absents de la DPGF.

Règles de sortie, sans exception :

- pour chaque information, cite la pièce, l'article et la page ;
 - si l'information n'est pas dans les pièces, écris NON TROUVÉ.
 - N'infère rien, ne complète avec aucune connaissance générale ;
 - signale à part la liste des dérogations au CCAG figurant au CCAP.
- Termine par les 3 questions à poser au maître d'ouvrage.

Décider : Go ou No Go — en 30 minutes

La pire réponse à un AO, c'est celle que tu n'aurais jamais dû commencer. Avant d'engager 3 jours de travail, passe le dossier dans une grille de décision. Note chaque critère, fais le total, et respecte le verdict :

- ▶ **Zone géographique** : la distance dépôt-chantier mange-t-elle la marge ?
- ▶ **Adéquation métier** : cœur de savoir-faire ou diversification risquée ?
- ▶ **Qualifications** : les as-tu, en cours de validité ? Si non → No Go immédiat.
- ▶ **Références** : 2 à 3 chantiers similaires de moins de 5 ans, réellement exécutés ?
- ▶ **Capacité financière** : ton CA passe-t-il le filtre du RC ? Le plafond exigible est tombé à 1,5 fois le montant du marché en 2026.
- ▶ **Plan de charge** : tes équipes seront-elles disponibles à la période du marché ?
- ▶ **Marge atteignable** : vise un plancher (8 % est une base saine) — en dessous, tu travailles pour rembourser.
- ▶ **Maître d'ouvrage** : le connais-tu ? Paie-t-il dans les délais ?
- ▶ **Temps restant** : un dossier sérieux est-il montable dans le délai, visite comprise ?

Règle simple : si le dossier passe la grille, fonce à fond. Sinon, un No Go en 30 minutes vient de t'économiser 3 jours — et te laisse disponible pour le prochain AO gagnable.

LE RÉFLEXE RENTABILITÉ

Avant de dire oui, projette ta marge sur 3 scénarios : optimiste (tout se passe bien), réaliste (5 à 10 % d'aléas), pessimiste (postes oubliés + pénalités partielles + trésorerie tendue par la retenue de garantie et l'absence d'avance). Si le scénario pessimiste te met en perte, le dossier doit être exceptionnel pour mériter un Go.

LE CALCUL QUE PERSONNE NE FAIT

Sur un marché de 300 000 € HT : 5 % de retenue de garantie, c'est 15 000 € immobilisés pendant plus d'un an. Sans avance, avec un paiement à 30 jours et un approvisionnement à régler comptant, tu finances le chantier sur ta trésorerie. Demande l'avance — n'y renonce pas dans l'acte d'engagement par simple réflexe.

Dire non à temps est une compétence commerciale. Chaque No Go argumenté protège tes jours pour les AO gagnables.

Chiffrer juste — les pièges de la DPGF

Le chiffrage ne se joue pas sur tes prix unitaires : il se joue sur ce que tu oublies. Trois contrôles avant de valider un prix :

Contrôle 1 — Croiser la DPGF avec le CCTP

Chaque prescription du CCTP doit avoir un poste dans la DPGF. Cherche en priorité : installation et repli de chantier, protections, échantillons et prototypes, essais et contrôles, DOE, gestion des déchets avec traçabilité, nettoyage. Ce qui est prescrit mais non chiffré sera exécuté gratuitement.

Contrôle 2 — Traquer les sujétions cachées

Site occupé, horaires décalés, phasage imposé, co-activité, accès contraints : ces sujétions sont souvent décrites au détour d'un paragraphe, sans poste dédié. Chiffre-les explicitement ou pose la question au maître d'ouvrage avant la date limite — par écrit, sur le profil acheteur.

Contrôle 3 — Relire les 5 clauses du CCAP qui rongent la marge

- ▶ **Retenue de garantie** : 5 % maximum, libérée 30 jours après le délai de garantie (ou après levée des réserves) — plus d'un an de trésorerie bloquée.
- ▶ **Pénalités de retard** : 1/3 000 par jour et plafond de 10 % dans le CCAG Travaux 2021 — vérifie si le CCAP y déroge.
- ▶ **Pénalités spécifiques** : absence en réunion de chantier, retard de documents d'exécution, DOE tardif. Elles s'additionnent vite.
- ▶ **Révision des prix** : prix ferme ou révisable, index et date de valeur.
- ▶ **Délais de paiement et avance** : 30 jours pour l'État et les collectivités, 50 jours pour les établissements publics de santé ; avance de 5 à 30 %, minimum 30 % pour un marché de l'État conclu avec une PME.

● ● ● PROMPT 2 — CONTRÔLE DE CHIFFRAGE

Tu es le vérificateur du bureau d'études d'une entreprise de BTP.
Voici ma DPGF chiffrée et le CCTP du lot. Croise les deux documents :

1. les prescriptions du CCTP sans poste correspondant en DPGF ;
2. les sujétions non chiffrées (site occupé, phasage imposé, horaires décalés, co-activité, échantillons, essais, DOE, déchets, nettoyage) ;
3. les incohérences de quantités ou d'unités entre pièces.

Pour chaque écart : la pièce, l'article et la page exacts.
N'invente aucune quantité et ne complète aucun mètre : si une donnée manque, écris À VÉRIFIER AU MÈTRE. Chiffre un impact seulement si je t'ai donné le prix unitaire ; sinon indique l'ordre de grandeur en temps ou en moyens, pas en euros.

Le mémoire technique — là où se joue la note

Le mémoire pèse souvent 50 à 60 % de la note — et c'est pourtant le document que tout le monde rédige en dernier, en recyclant. Trois règles pour marquer des points :

Règle 1 — Le plan du mémoire = la grille de notation

Reprends les sous-critères de la valeur technique du règlement de consultation, dans le même ordre, avec les mêmes intitulés. L'évaluateur note avec sa grille sous les yeux : facilite-lui la vie et il te le rendra en points.

Règle 2 — Spécifique à CE chantier, ou rien

Une méthodologie qui pourrait s'appliquer à n'importe quel chantier vaut zéro. Cite l'adresse, les contraintes d'accès, le phasage du CCTP, l'environnement (site occupé, riverains, co-activité). C'est ce qui différencie une offre travaillée d'un copier-coller — et les évaluateurs le voient en 30 secondes.

Règle 3 — Des preuves, pas des adjectifs

« Notre entreprise est soucieuse de la qualité » = 0 point. « Un chef de chantier dédié, 2 points d'arrêt contradictoires en phase gros œuvre, autocontrôles tracés sur fiche » = des points. Chaque affirmation s'appuie sur un moyen, un chiffre ou une référence chantier de moins de 5 ans — et sur quelque chose que tu sauras tenir en exécution : le mémoire est contractuel.

● ● ● PROMPT 3 — PLAN ET RÉDACTION DU MÉMOIRE

Tu es rédacteur de mémoires techniques pour une entreprise de BTP. Voici le règlement de consultation : reprends les sous-critères de la valeur technique DANS L'ORDRE et AVEC LES POIDS de l'acheteur, puis propose le plan du mémoire aligné sur cette grille.

Rédige ensuite la section méthodologie (600 mots max), spécifique à CE chantier : [adresse, contraintes d'accès, phasage, environnement]. Interdictions : aucune généralité, aucun adjectif d'auto-évaluation, aucune référence de chantier ni aucun effectif que je ne t'ai pas fournis. Si une information me manque, laisse [À COMPLÉTER : ...]. Termine en jouant l'évaluateur : note la section sur 10 avec la grille du RC et liste ce qui ferait perdre des points.

Le mémoire, c'est la moitié de la note. C'est le dernier document qu'on rédige — ce devrait être le premier.

Contrôler et remettre — sans stress de dernière minute

À J-2, fais la revue finale avec l'œil de l'acheteur qui ouvrira ton offre :

- ▶ **Check-list des pièces** exigées par le RC, une par une — une pièce manquante = offre rejetée sans être lue.
- ▶ **Signature et habilitation** : la personne qui signe l'acte d'engagement a-t-elle le pouvoir d'engager la société ? Le certificat de signature électronique est-il valide et testé ?
- ▶ **Cohérence planning** : le délai annoncé dans le mémoire = celui de l'acte d'engagement.
- ▶ **Cohérence prix / mémoire** : tout ce qui est promis dans le mémoire existe dans la DPGF (moyens, encadrement, essais, nettoyage).
- ▶ **DPGF complète** : aucune ligne vide, totaux justes, montant en lettres = montant en chiffres.
- ▶ **Variantes et options** : autorisées ? Une variante non autorisée peut faire écarter l'offre entière.
- ▶ **Dépôt à J-1** sur le profil acheteur — jamais la dernière heure : les plateformes saturent, une offre hors délai est morte. Conserve l'accusé de réception horodaté.

LE TEST DES 30 SECONDES

Fais relire la première page du mémoire par quelqu'un qui ne connaît pas le dossier. S'il ne peut pas dire de quel chantier il s'agit, ni ce que tu fais de différent, l'évaluateur ne le verra pas non plus.

APRÈS LA REMISE

Offre rejetée ? Demande par écrit les motifs du rejet, la note obtenue critère par critère et celle de l'attributaire : l'acheteur doit te les communiquer. C'est la matière la plus utile qui existe pour le prochain mémoire — et c'est gratuit.

Contrôler ce que l'IA produit

Une IA bien pilotée fait gagner des heures sur la lecture d'un DCE, la chasse aux postes oubliés et la structuration d'un mémoire. Elle ne porte aucune responsabilité : c'est ta signature qui est au bas de l'acte d'engagement. Six vérifications, systématiques :

- 1 **Chaque chiffre renvoie à une source** — pièce, article, page. Une donnée sans source dans une sortie IA doit être traitée comme fausse jusqu'à vérification.
- 2 **Les articles cités se vérifient** — un numéro d'article plausible n'est pas un numéro exact. CCAG, CCP, DTU : contrôle sur Légifrance ou sur le texte officiel, en 30 secondes.
- 3 **Les quantités ne sortent jamais de l'IA** — le métré reste un travail humain, contradictoire avec les plans. Une IA lit mal un plan et arrondit sans le dire.
- 4 **Les références chantiers sont réelles** — montants, dates, maîtres d'ouvrage exacts. Une référence inventée dans un mémoire, c'est une fausse déclaration — motif d'éviction, et bien pire ensuite.
- 5 **Les qualifications se recopient depuis les certificats** — numéros Qualibat, assurances, attestations fiscales et sociales : depuis les documents en cours de validité, jamais depuis une reformulation.
- 6 **Un humain qui connaît le chantier relit tout** — le mémoire est contractuel. Une phrase qui sonne bien mais que personne ne peut tenir en exécution coûte plus cher qu'un point de note perdu.

● ● ● PROMPT 4 — CONTRE-LECTURE PAR L'ÉVALUATEUR

Tu es évaluateur d'offres pour un acheteur public. Voici mon mémoire technique et le règlement de consultation.

1. Note chaque sous-critère avec la pondération du RC, et justifie.
2. Liste toute affirmation non prouvée (sans moyen, chiffre, ni référence vérifiable).
3. Liste tout élément que tu ne retrouves pas dans les pièces que je t'ai fournies : écris NON VÉRIFIABLE. N'ajoute aucune donnée.
4. Donne les 5 corrections qui rapportent le plus de points.

Ne réécris pas mon texte : signale, je corrige.

CONFIDENTIALITÉ — AVANT DE DÉPOSER UNE PIÈCE DANS UN OUTIL IA

Un DCE contient des données protégées : plans, dispositions de sécurité, coordonnées, parfois une clause de confidentialité explicite. Lis cette clause dans le RC ou le CCAP, utilise un compte professionnel dont les paramètres d'entraînement et de conservation sont maîtrisés, et ne dépose jamais une pièce couverte par un engagement de confidentialité sans l'accord écrit du maître d'ouvrage. En cas de doute : anonymise (noms, adresses, plans) avant de téléverser.

À IMPRIMER

La check-list du dossier AO

Une ligne cochée = un risque écarté. À garder sur le bureau pendant les 3 jours du dossier et à repasser à J-2.

- | | |
|--|--|
| ☐ Pondération des critères relevée | ☐ Dérogations au CCAG lues en fin de CCAP |
| ☐ Visite de site faite (ou justifiée) | ☐ Avance demandée (pas de renonciation) |
| ☐ Questions posées avant la date limite | ☐ Plan du mémoire = grille du RC |
| ☐ Qualifications valides et à jour | ☐ Mémoire spécifique au chantier (adresse, accès) |
| ☐ 2-3 références de moins de 5 ans prêtes | ☐ Chaque affirmation prouvée par un fait |
| ☐ Grille Go / No Go remplie et datée | ☐ Sorties IA vérifiées (les 6 contrôles) |
| ☐ Scénario pessimiste de marge calculé | ☐ Liste des pièces du RC cochée une par une |
| ☐ DPGF croisée avec le CCTP | ☐ Signataire habilité, certificat testé |
| ☐ Sujétions cachées chiffrées ou questionnées | ☐ Dépôt effectué à J-1, accusé conservé |

Fiche dossier — à remplir en tête de consultation	
Consultation / lot	Maître d'ouvrage
Date et heure limites	Visite de site
Pondération VT / prix	Décision Go / No Go
Montant remis (€ HT)	Marge visée / plancher

À TOI DE JOUER

Ce qu'il est possible de faire dès aujourd'hui

- ▶ **Reprends ton dernier AO perdu** et passe-le dans la grille Go / No Go de l'étape 2 : aurais-tu dû y répondre ?
- ▶ **Copie les 4 prompts** dans un document. Au prochain DCE, teste le premier : 20 minutes au lieu d'une journée de lecture.
- ▶ **Prépare tes fiches de références** tes 10 meilleurs chantiers de moins de 5 ans, avec montant, maître d'ouvrage et difficultés surmontées. Réutilisables dans chaque mémoire.
- ▶ **Bloque 30 minutes cette semaine** pour relire les clauses du CCAP de ton marché en cours : pénalités, retenue de garantie, révision, dérogations au CCAG.

Se former à répondre aux AO avec l'IA

Ce guide donne la méthode. En formation, on la met en œuvre sur tes vrais dossiers : ton DCE, ta DPGF, ton mémoire, tes prompts — et tu repars avec des outils configurés pour ton métier, pas avec des captures d'écran.

FORMATION IA × BTP — INTER ET INTRA, EN PRÉSENTIEL (ÎLE-DE-FRANCE)

- ▶ Répondre aux appels d'offres avec l'IA : analyse de DCE, Go / No Go, contrôle de chiffrage, mémoire technique
- ▶ Cas pratiques sur tes propres dossiers : prompts et compétences IA configurés pendant la session
- ▶ Organisme certifié Qualiopi — formations finançables par ton OPCO (Constructys et autres)
- ▶ Formatrice : 10 ans de conduite de travaux et de direction d'entreprise avant la formation

Programme et disponibilités :

laureolivie.fr

laureolivie@yahoo.fr · 06 95 66 18 18

1 592

professionnels formés

4,85 / 5

satisfaction

100 %

finançable OPCO

Laure Olivié — Formatrice IA × BTP

OFC Création d'Entreprise · 6 rue Henri Dunant, 78280 Guyancourt · laureolivie.fr

Guide édition 2026, vérifié au 29 juillet 2026. Il donne une méthode, pas un conseil juridique : les clauses de chaque marché prévalent. Sources réglementaires : DAJ Bercy, Légifrance (décrets n° 2025-1383 et n° 2025-1386 du 29/12/2025, CCAG Travaux 2021, code de la commande publique), FNTP, FFB.

OFC Création d'Entreprise — SIRET 905 244 281 00010 — NDA 11788515078 — TVA non applicable, art. 293 B du CGI.